

Les temps sont durs pour les apôtres du libéralisme. En quelques mois, Londres, Wall Street, Zurich, les trois places fortes de la mondialisation financière, viennent de lancer d'humiliants SOS à destination d'un adversaire jugé jadis moribond : la bonne vieille puissance publique. Première à ouvrir le bal cet été, Northern Rock. La banque de Newcastle reçut l'aide de la Banque d'Angleterre. Quelques semaines après son arrivée au pouvoir, Gordon Brown entendait mettre rapidement un terme à la panique des épargnants. C'était peu glorieux mais Northern Rock n'était pas une star de la City, et l'affaire fut réglée entre gentlemen.

Rien de tel de l'autre côté de l'Atlantique. Citigroup, première banque américaine, elle aussi victime de la crise des subprimes, ces prêts immobiliers risqués, a dû appeler à la rescousse un fonds arabe, celui d'Abu Dhabi. En investissant 7,5 milliards de dollars, celui-ci détiendra 4,9 % du capital de ce fleuron de Wall Street. Certes, il n'aura pas voix au chapitre mais recevra une coquette rémunération garantie : 11 % par an. La démarche sera imitée quelques semaines plus tard par Morgan Stanley qui rémunérera 9 % par an le fonds public chinois CIC. Pour 5 milliards de dollars, celui-ci s'offre 9,9 % du capital de la banque américaine.

L'Europe continentale n'est pas épargnée : confrontée aux mêmes difficultés, UBS, première banque suisse, vient de faire entrer l'Etat de Singapour dans son capital. A la différence d'Abu Dhabi et de la Chine, la cité-Etat n'a accepté de verser 9,6 milliards de dollars qu'à la condition de siéger au conseil de la banque dont elle deviendra le premier actionnaire. UBS pourrait donc avoir à son conseil Lee Kuan Yew, fondateur de l'Etat de Singapour, ou son fils, l'actuel premier ministre !

Signe que l'heure est grave : cette crise de l'immobilier pourrait amener le gouvernement américain à intervenir. Même Alan Greenspan, l'ancien président de la Réserve fédérale, connu pour ses idées libérales, y est favorable. L'Etat doit, selon lui, aider les propriétaires étranglés par leur prêt immobilier. Comme l'observe, amer, le *Wall Street Journal* (du 14 novembre), *"le capitalisme n'est pas parfait"*. Autre enseignement : les fonds souverains, ces structures créées par les Etats riches pour gérer leurs recettes pétrolières ou leurs excédents commerciaux, sont devenus les principaux banquiers de la planète. Forts d'environ 3 000 milliards de dollars, ils achètent ce que bon leur semble. Par une curieuse pirouette de l'histoire, mondialisation rime aujourd'hui avec nationalisations.

Les pays émergents ne se contentent pas d'investir, ils achètent également des biens. Ce n'est sans doute pas grandir la fonction présidentielle que de se transformer en VRP, mais Nicolas Sarkozy n'a pas le choix : aéronautique (EADS), transports (Alstom), environnement (Suez, Veolia), énergie (Areva, EDF)... rarement le commerce international et la politique ont eu autant partie liée. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les négociations menées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour la libéralisation des échanges piétinent.

Les Etats, là aussi, reprennent la main. Nombre d'entre eux préfèrent signer des accords bilatéraux sur lesquels ils ont une prise directe que de s'engager dans une démarche multilatérale qui les dépossède peu à peu de leurs prérogatives.

Dans la même logique, les privatisations se font au compte-gouttes. Le 10 décembre, le gouvernement néerlandais a gelé la privatisation des trente dernières entreprises publiques. L'ancien commissaire européen, Frits Bolkestein, vilipendé en France pour son libéralisme, a été, dès 2006, très clair : *"Il serait naïf d'affaiblir les compagnies néerlandaises, alors qu'ailleurs dans le monde, en Chine et en Russie notamment, les entreprises d'Etat tiennent solidement les rênes"*, a-t-il reconnu.

### BRUXELLES : RÉGULATEUR MONDIAL

L'émergence de nouveaux pays bien peu libéraux n'explique pas, à elle seule, ce retour en grâce des Etats. En Occident notamment, la mondialisation est perçue comme une des principales raisons de l'augmentation des inégalités, une réalité désormais reconnue par l'OCDE, la Banque mondiale, et le FMI. Logiquement, les opinions publiques attendent des Etats qu'ils les protègent. C'est sur ce thème qu'a été élu M. Sarkozy. Et aux Etats-Unis, où Hillary Clinton semble moins libérale que ne l'était son mari, la campagne porte notamment sur la mise en place d'une couverture santé universelle. Selon un sondage paru dans *The Economist* du 8 décembre, une majorité (relative) d'Américains pensent que le gouvernement devrait garantir un système d'assurance-santé même s'il faut augmenter les impôts.

Les libéraux le reconnaissent aujourd'hui : la compétitivité d'un pays ne se mesure pas à la seule aune de la faiblesse des dépenses publiques. En témoigne le classement établi par le World Economic Forum. Selon cette ONG qui organise le Forum de Davos, les 8 pays les plus compétitifs sont, dans l'ordre : les Etats-Unis, la Suisse, le Danemark, la Suède, l'Allemagne, la Finlande, Singapour et le Japon. Dans la plupart d'entre eux, le poids des impôts y est élevé. La Grande-Bretagne, n'est que 9<sup>e</sup>.

Il est vrai que la France est 18<sup>e</sup>, signe que des dépenses publiques élevées ne sont pas forcément un gage de compétitivité ! Stabilité des institutions, qualité des infrastructures, politiques de santé et d'éducation, dépenses de recherche et développement sont aujourd'hui au moins aussi déterminantes que le coût du travail et la flexibilité pour évaluer un pays ou un espace économique. La Commission européenne l'a intégré : le secteur privé se montre incapable de financer le système de satellites Galileo ? Chose impensable il y a peu, Bruxelles a décidé de le financer sur ses propres deniers.

Le retour de la puissance publique dépasse largement le cadre de l'économie. En témoigne la conférence de Bali sur le climat. L'environnement mais aussi l'eau ou la santé deviennent des *"biens publics mondiaux"* qui ne peuvent pas être laissés aux seules forces du marché. Même les nouvelles technologies ne rendent pas forcément obsolètes les régulations politiques, comme on le prévoyait à la fin des années 1990.

Microsoft se croyait tout puissant. Erreur. A l'issue d'un bras de fer de plusieurs années, la Commission européenne a obtenu en 2007 que l'entreprise soit condamnée pour abus de position dominante. Ce faisant, Bruxelles joue le rôle d'un régulateur mondial puisque sa décision a un effet planétaire. Quant aux fournisseurs d'accès à Internet, leur honteuse collaboration avec le régime de Pékin montre que la liberté d'expression offerte par la Toile reste soumise aux contingences politiques nationales. Le retour des Etats n'a pas que des avantages.

**Frédéric Lemaitre**

Article paru dans l'édition du 23.12.07